Nations Unies E/2016/NGO/69

Conseil économique et social

Distr. générale
24 mai 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016
24 juillet 2015-27 juillet 2016
Point 5 de l'ordre du jour
Débat de haut niveau

Déclaration présentée par *Training for Women Network*, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

16-08761 (F)

Merci de recycler

Déclaration

Tous pays et régions confondus, il est démontré que seules portent leurs fruits les stratégies de développement durable promouvant l'égalité des sexes ainsi que la pleine participation et l'autonomisation des femmes et des filles. L'égalité des sexes jouant un rôle de catalyseur pour le progrès social, économique et environnemental (en plus d'être un droit fondamental), elle doit faire partie intégrante des politiques, stratégies et plans d'action en matière de développement durable.

L'égalité des sexes, l'élimination de la pauvreté et le développement durable sont intimement liés, et ce dans toutes les dimensions du développement durable (social, économie, environnement et gouvernance). Il est indispensable, pour la réussite des politiques et pratiques de développement durable et d'élimination de la pauvreté, de tenir compte de l'importance pour les femmes des défis et réponses en matière de développement et de leurs contributions essentielles au progrès économique. Les initiatives associant pleinement les femmes ont démontré leur efficacité en matière d'amélioration des moyens de subsistance durables des communautés locales et des économies nationales. La réussite du programme de développement durable pour l'après-2015 dépendra de la concrétisation des promesses politiques actuelles concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'ancrage des droits de la femme dans les résultats, les engagements et la gouvernance en matière de développement durable constituera un progrès pour les droits de l'homme.

Les femmes sont d'importants acteurs économiques et agents du développement et de la consommation durables. Principales garantes du bien-être des familles, des communautés et de la préservation des ressources naturelles, elles possèdent leurs propres savoirs et compétences sur les conditions locales et les ressources écologiques. En outre, d'après les travaux de recherche, elles ont plus tendance que les hommes à adopter un mode de vie durable et des comportements respectueux de l'environnement et à faire des choix de consommation durables. Il est indispensable de faire en sorte qu'elles participent équitablement et utilement à la prise de décisions et à la maîtrise des efforts de développement durable. Il convient de prêter une attention particulière à la participation active et aux qualités de dirigeantes des femmes autochtones, des migrantes et des réfugiées, ainsi que des femmes appartenant à une minorité. Il faut lever les obstacles à l'autonomisation et à la participation économiques des femmes, notamment les discriminations sexistes qui entravent et sous-évaluent leur contribution au développement durable. Le renforcement de l'égalité des sexes nécessite des approches ciblées pour faire évoluer les attitudes, comportements et structures, ainsi que les normes sociales, le droit coutumier et la législation discriminatoires. Non seulement l'investissement en faveur des femmes et des filles renforcera l'égalité des sexes, mais il promouvra également le développement plus propre et équitable et permettra d'avancer sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement et, plus largement, des objectifs de développement durable.

L'assimilation du développement durable à la seule croissance verte passe sous silence les aspects sociaux du développement et réduit la recherche de durabilité à un exercice purement technologique. La volonté de parvenir à une économie durable et équitable favorisera le bien-être de l'être humain à court et long terme. Il faut pour cela changer de modèle, afin que le raisonnement économique repose sur l'équité.